



«Pour une Europe solidairement renouvelée» – Memorandum de l' IG Metall pour une politique européenne – Résumé

1 L'Union Européenne entre potentiel de mutation et crise

L'intégration basée sur une politique de marché libérale a plongé l'Europe dans une crise de légitimité. Dans l'opinion publique, on a de plus en plus l'impression que les soi-disantes libertés fondamentales du marché intérieur priment sur les droits fondamentaux sociaux. Un changement de cap dans la politique économique est plus nécessaire que jamais. Faire face résolument et de façon coordonnée à la crise, voilà le défi décisif auquel se voit confrontée la politique. La poursuite de l'unification européenne sous le sigle du néolibéralisme va trouver de moins en moins de soutien dans la société et menacer le projet européen en tant que tel ! Or, l'échec de ce projet ne peut pas être dans l'intérêt des travailleurs. Au contraire : nous avons besoin d'une Europe dans laquelle le progrès social prend le pas sur les libertés du marché intérieur.

2 Le Modèle européen social comme nouveau projet directeur

Malgré les divergences qui les séparent, les Etats Membres de l'Union Européenne partageaient un consensus : l'économie de marché est certes éminemment productive mais elle doit être complétée et corrigée par une politique sociale, par des institutions publiques sociales et par des syndicats ouvriers forts. Les différents systèmes sociaux des Etats membres sont le fondement de ce que l'on entend par Etat social européen. Il faut se focaliser sur les différences de niveau de vie au sein des Etats Membres et entre ceux-ci. Partout en Europe, il faut combler le clivage social et lutter contre les inégalités sociales entre hommes et femmes et les discriminations fondées sur le sexe. L'accès à la formation initiale et continue revête dans ce contexte une importance primordiale pour tous les citoyens en Europe.

3 L'Europe comme acteur doté d'une responsabilité à l'échelle mondiale

L'économie mondiale se trouve dans une crise profonde. La „financiarisation“ de l'économie réelle a reclassé beaucoup d'entreprises et finalement le capitalisme en tant que tel. Nous constatons: l'Union Européenne doit devenir le précurseur du domptage et de la régulation du capitalisme financier. Il nous faut une nouvelle culture de responsabilité sociale et un cadre réglementaire contraignant surtout pour les fonds spéculatifs et les fonds capital-investissement. Une Europe renouvelée socialement à l'intérieur ne peut cependant se concevoir comme un îlot de bien-être qui, à force de clôtures, essaye de se protéger contre la misère et la pauvreté. Il faut continuer à offrir des perspectives d'adhésion à condition que les droits démocratiques des travailleurs soient pleinement respectés. En outre, l'Union Européenne doit renforcer sa politique de bon voisinage et soutenir le processus de rattrapage économique et de développement de structures démocratiques en particulier dans la région méditerranéenne.

4 Une politique pour le renouvellement d'un Modèle social européen

Dans la perspective de l' IG Metall les domaines d'action suivants sont d'une importance primordiale pour la politique et les syndicats en Europe :

4.1 Domaine d'action « Politique économique et de l'emploi en Europe »

Le renouvellement solidaire de l' Europe va se jouer essentiellement dans le domaine de la politique économique, industrielle et de l'emploi. L'Europe doit avoir le courage d'intensifier sa politique économique et fiscale et d'élargir ses compétences de politique économique au niveau supranational. Nous





avons besoin de règles qui encouragent les investissements réels à long terme et pénalisent la spéculation à court terme. L'IG Metall s'engage en faveur d'une politique de croissance écologique et sociale durable. Pour ce faire, nous avons besoin d'une politique industrielle et structurelle active et coordonnée qui relève le double défi de protéger la production industrielle et l'emploi dans les régions développées et en même temps soutienne le processus de rattrapage industriel dans les nouveaux pays de l'Union Européenne et dans les régions défavorisées. Aux syndicats de s'impliquer avec des visions qui leur sont propres.

4.2 Domaine d'action « Politique de négociations collectives en Europe »

Dans l'espace commun européen, la mise en concurrence des politiques salariales est une menace grandissante. C'est la raison pour laquelle les syndicats européens doivent, plus que jamais, se concerter et coordonner leur démarche. Les règles de coordination qui ont été adoptées par les syndicats de la métallurgie et la coopération transfrontalière au niveau des régions, vont dans la bonne direction. Cependant, il faut renforcer les efforts communs en matière de conventions collectives pour mettre en oeuvre les approches programmatiques relatives au temps de travail, au droit à la qualification, aux emplois précaires, à l'égalité des sexes et à la réglementation de conditions de travail satisfaisantes et humaines pour les hommes comme pour les femmes partout en Europe. Les comités d'entreprise européens et leurs coordinateurs doivent être mieux intégrés dans un système efficace de coordination de cette politique.

4.3 Domaine d'action « Politique d'entreprise et participation en Europe »

Une Europe démocratique inclut nécessairement la co-détermination et la formation du processus économique, allant de la participation au niveau du poste de travail jusqu'à la démocratie économique. L'IG Metall s'opposera à toute atteinte à la participation; ceci est pour nous une limite très claire de l'intégration européenne. Les comités d'entreprise européens sont un instrument extrêmement important pour la création de réseaux entre les salariés, la représentation transfrontalière des intérêts des travailleurs et la possibilité d'éviter que différents sites soient mis en concurrence les uns contre les autres. La révision de la directive relative au CEE décidée en décembre 2008 est pour nous une étape intermédiaire en matière de renforcement des droits de participation au niveau européen. Une profonde révision de la directive est inéluctable à moyen terme.

4.4 Domaine d'action : « Politique sociale européenne »

Les efforts de l'Union Européenne en matière de politique sociale sont insuffisants et mitigés. La Méthode ouverte de Coordination n'a pas été en mesure jusqu'à maintenant de relever les énormes défis au sein de l'Union Européenne. Il ne s'agit pas de créer un Etat social européen uniforme mais de formuler une réponse solidaire et intégrative de la diversité sociale. L'IG Metall se prononce en faveur d'un pacte de stabilité social qui puisse en même temps formuler les conditions minimales et prendre en compte les différents niveaux de départ dans les anciens et nouveaux

Etats membres. Dans un premier pas, il s'agit de développer des normes minimales européennes pour s'opposer à des développements erronés comme la précarisation du travail, le prolongement des heures de travail et la privatisation des services publics. L'Europe doit opter pour le renforcement des infrastructures sociales et s'engager activement pour un service public digne de son nom.

5 Européanisation de l'IG Metall

L'Europe se situe à la croisée des chemins. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de syndicats forts, capables d'agir au niveau européen et prêts à le faire. Ceci vaut aussi pour l'IG Metall. Elle doit, elle aussi, mieux intégrer la dimension européenne dans sa pratique et ce, naturellement, à tous les niveaux de l'organisation. Nous avons besoin d'une Europe qui se renouvelle socialement et démocratiquement, qui prenne les problèmes de ses citoyens au sérieux et qui leur permette de vivre concrètement l'idée européenne de l'égalité. Il s'agit de l'émergence d'une nouvelle culture européenne, il s'agit de faire de la politique européenne une vocation principale, d'un « mainstreaming européen ». En effet, en quelques années, les syndicats doivent être prêts à mener des campagnes de dimension européenne. Un tel débat ne saurait être limité à l'Allemagne. Il faut le mener activement partout en Europe. Une chose est claire : un nouveau départ pour un renouvellement solidaire de l'Europe est indispensable.

En Europe – pour l'Europe !